

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 05 JUIN 2007

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-
STALPAERT P., SENECAUT M.; LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE
F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel Secrétaire Communal.

Mademoiselle MORCRETTE et Monsieur BREUSE sont excusés.

La Présidente demande d'ajouter dix points à l'ordre du jour :

- 4.1. Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons – Assemblée Générale ordinaire – ordre du jour – approbation.
- 4.2. Intercommunale I.D.E.T.A. – Assemblée Générale Ordinaire – ordre du jour – approbation.
- 4.3. Intercommunale I.G.R.E.T.E.C.- Assemblée Générale Ordinaire – ordre du jour – approbation.
- 4.4. Intercommunale I.G.R.E.T.E.C (secteur I) – Assemblée Générale Ordinaire – ordre du jour – approbation.
- 4.5. Intercommunale I.P.F.H. – Assemblée Générale Ordinaire – ordre du jour – approbation.
- 4.6. Intercommunale I.E.H. – Assemblée Générale Ordinaire – ordre du jour – approbation.
- 4.7. Intercommunale I.G.H. – Assemblée Générale Ordinaire – ordre du jour – approbation.
- 4.8. Intercommunale CHU « Ambroise Paré » - Affiliation.
- 4.9. Intercommunale CHU « Ambroise Paré » - Désignation des représentants du Conseil communal à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale.
- 4.10. Intercommunale CHU « Ambroise Paré » - Désignation d'un représentant du Conseil communal au Conseil d'administration de l'Intercommunale.

Le Conseil Communal accepte à l'unanimité l'ajout de ces points à l'ordre du jour.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 22 MAI 2007 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

Monsieur MULLER s'interroge sur le fait que son intervention portant sur la présence d'une partie du matériel du Service des Travaux à la rue de la Centenaire à Erbaut, sur un terrain privé, à deux reprises le week-end, n'ait pas été mentionnée dans le procès-verbal.

La Présidente fait part à Monsieur MULLER que le Collège Communal a pris la décision de placer une partie du matériel de voirie, à la rue de la Centenaire, suite aux fêtes scolaires et au rallye équestre, étant donné que par deux fois l'espace du hall de maintenance était occupé par du public et par un engin qui y reste en permanence par manque de place. Le matériel présent sur ce terrain fait l'objet d'une couverture prévue par des contrats d'assurance.

La Présidente rappelle également à Monsieur MULLER que le procès-verbal n'est pas un compte rendu mot pour mot mais le reflet des idées débattues lors de la réunion et fait référence au Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

(commentaire de l'Union des Villes et des Communes - le contenu du procès-verbal :

Comme dans toute assemblée, il est dressé procès-verbal des délibérations du conseil communal, afin d'en conserver acte. Le procès-verbal ne porte que sur la preuve des délibérations du conseil, il n'est pas un élément constitutif de l'existence et de la validité juridique des décisions prises.

Le Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixe le contenu minimal (le conseil communal, pouvant, par le biais de son règlement d'ordre intérieur, prescrire un contenu plus large) du procès-verbal des réunions du conseil communal. Le procès-verbal reprend ainsi, dans l'ordre chronologique : tous les objets mis en discussion; la suite réservée à tous les points pour lesquels le conseil communal n'a pas pris de décision.

Il reproduit clairement toutes les décisions (CDLD, art. L1132-2).

Il importe de relever que le procès-verbal du conseil communal n'est pas un « compte rendu analytique », de manière telle que le conseil ne peut pas obliger le secrétaire communal à reproduire toutes les discussions dans leur intégralité.

C'est le secrétaire communal qui rédige le procès-verbal (CDLD, art. L1132-1. S'il lui est interdit d'être présent (dans le cas où il aurait un intérêt personnel ou direct), il est remplacé par le secrétaire adjoint, s'il y en a un, ou par le secrétaire faisant fonction désigné par le conseil ou, en cas d'urgence, par le collège ayant confirmation de cette désignation par le conseil communal lors de sa plus prochaine séance (CDLD, art. L1124-19).

On ne peut imposer au secrétaire communal de relater des faits qu'il n'a pu constater par lui-même ou qui sont inexacts).

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 18 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 22 mai 2007 – partie publique.

2. SCHEMA DE STRUCTURE COMMUNAL – DESIGNATION D'UN AUTEUR DE PROJET – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, MONTANT ESTIMATIF, MODE DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION

Madame SENECAUT demande à la Présidente les motivations pour lesquelles le règlement communal d'urbanisme ne fait pas l'objet du cahier spécial des charges.

La Bourgmestre explique que le schéma de structure communal et le règlement communal d'urbanisme sont deux procédures différentes pouvant être faites simultanément. Dans le cas d'une commune telle que la notre, le Collège Communal s'est porté sur le phasage des opérations en commençant par le schéma de structure communal.

Le règlement communal d'urbanisme présente certes des avantages, mais la mise en œuvre de celui-ci requiert la présence dans nos services d'un personnel spécialisé tel qu'architecte, ingénieur-architecte, juriste..., ce que le budget communal ne peut supporter actuellement.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment en ses articles L 1122-30 et L 1222-3;

Vu la volonté du Conseil communal d'élaborer un schéma de structure communal;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en ses articles 16, 16bis, 254 et 255;

Vu la nécessité de procéder à la désignation d'un auteur de projet pour l'élaboration d'un schéma de structure communal;

Vu le cahier spécial des charges et le montant estimatif établis par le service de l'urbanisme;

Attendu qu'il y a lieu de fixer le mode de passation du marché et d'approuver le cahier spécial des charges ainsi que le montant estimatif de la dépense;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

Considérant que le montant estimé s'élève approximativement au montant de 125.000,00 euro, TVAC;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2007, à l'article 930/73351.2007;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er.- De procéder à l'élaboration d'un schéma de structure communal.

Article 2. - D'approuver le cahier spécial des charges relatif à la désignation d'un auteur de projet pour l'élaboration d'un schéma de structure communal, ainsi que le devis estimatif au montant de 125.000,00 euro T.V.A. comprise.

Article 3. - De fixer comme mode de passation de marché : **appel d'offres général après publication d'un avis de marché.**

Article 4. - De solliciter auprès du Ministre de l'aménagement du territoire, l'octroi de la subvention prévue aux articles 255 et suivant du C.W.A.T.U.P.

Article 5. - De transmettre extraits de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

**3. FINANCES – FINANCEMENT ALTERNATIF SUBSIDIE DE CERTAINES
INFRASTRUCTURES DANS LE CADRE DU DECRET DU 21/12/2006 RELATIF
AUX SUBVENTIONS ACCORDEES A CERTAINS INVESTISSEMENTS D'INTER-
ET PUBLIC (CIRCULAIRE TS2007/02) – CONSTRUCTION D'UNE MAISON
COMMUNALE D'ACCUEIL DE L'ENFANCE (MCAE) A ERBISOEUL –
PRINCIPE DE LA DEMANDE DE SUBSIDES D'INVESTISSEMENTS DANS LE
CADRE DE LA CIRCULAIRE TS2007/02 – REALISATION DE L'AVANT-
PROJET ET DES DOCUMENTS DE DEMANDE DE SUBSIDES PAR UN
BUREAU D'ARCHITECTURE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES – DEVIS
ESTIMATIF ET DU MODE DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la Commune de Jurbise doit quotidiennement faire face à un manque récurrent de places pour accueillir la petite enfance ce qui oblige certains parents à suspendre ou réduire leurs activités professionnelles;

Attendu que la population de la Commune de Jurbise est en évolution croissante;

Attendu que l'évolution croissante de la population génère un manque de places dans nos structures d'accueil de la petite enfance;

Vu l'accent mis par les institutions fédérales et régionales sur l'importance de renforcer dans les communes les services d'accueil à l'enfance;

Vu le décret du 21 décembre 2006 de la Région Wallonne modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du code de la Démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public;

Vu le décret du 22 décembre 2006 de la Région Wallonne modifiant l'article L3341-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à une matière dont l'exercice de compétence a été attribuée par la Communauté française à la Région Wallonne;

Vu la Circulaire du 19 avril 2007 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique relative au financement alternatif de certaines infrastructures de type « bâtiments » dans le décret du 21 décembre 2006 relatif aux subventions accordées à certains investissements d'intérêt public;

Attendu que dans cette même circulaire il est demandé de présenter un dossier reprenant un projet de qualité parfaitement étudié en fonction des besoins (accessibilités des lieux, économies en énergies, etc.);

Attendu que l'Administration Communale de Jurbise ne possède pas en son personnel des compétences requises pour la confection d'un avant-projet nécessaire à la réalisation du dossier de demande de subsides suivant les prescriptions reprises dans la Circulaire du 19 avril 2007 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Attendu que les dossiers doivent être rentrés auprès du Pouvoir subsidiant pour le 14 septembre 2007;

Vu la Loi organique des CPAS du 08 juillet 1976 régissant les prescriptions de Tutelle des Administrations envers les CPAS;

Vu les rapports d'information du Secrétaire du Centre présentés les 28 novembre 2006 et 13 avril 2007 en comité de Concertation Commune/CPAS;

Considérant que le terrain disponible sur le site de la future école d'Erbisoeul convient parfaitement par ses caractéristiques telles que l'espace disponible, le lieu d'implantation, les voiries disponibles, la proximité d'une école, l'absence de crèche sur Erbiseul, etc.;

Considérant que l'estimation financière établie par le service immobilier de Dexia en juin 2006 peut utilement servir de base pour l'élaboration d'un projet de construction d'une crèche de 48 places;

Vu le devis estimatif réalisé au montant de 60.000 € HTVA (à savoir des travaux pour un montant de 2.000.000 € HTVA et des frais d'architecte pour l'avant-projet de 3%);

Vu la Loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'Arrêté Royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'Arrêté Royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Revu la délibération du Collège Communal du 21/05/2007;

Sur proposition du Collège Communal,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : d'accepter le principe du financement alternatif proposé par le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique dans le cadre de sa circulaire TS2007/02.

Article 2 : d'approuver le principe de la réalisation d'un marché de service auprès d'un bureau d'architecture pour la réalisation de l'avant-projet et du dossier de demande de subside.

- Article 3** : d'approuver la procédure négociée sans publicité pour la réalisation du présent marché.
- Article 4** : d'approuver le cahier spécial des charges et le devis estimatif réalisé par le Service Finances au montant de 60.000 € HTVA.
- Article 5** : de transmettre la présente délibération au Secrétaire du CPAS pour disposition.
- Article 6** : de transmettre la présente délibération au Receveur Communal pour disposition.
-

4. FINANCES – FINANCEMENT ALTERNATIF SUBSIDIE DE CERTAINES INFRASTRUCTURES DANS LE CADRE DU DECRET DU 21/12/2006 RELATIF AUX SUBVENTIONS ACCORDEES A CERTAINS INVESTISSEMENTS D'INTERET PUBLIC (CIRCULAIRE TS2007/02) – RENOVATION ET TRANSFORMATION DU CHATEAU COMMUNAL SIS RUE DU MOUSTIER 8 A 7050 JURBISE – PRINCIPE DE LA DEMANDE DE SUBSIDES D'INVESTISSEMENT DANS LE CADRE DE LA CIRCULAIRE TS2007/02 – REALISATION DE L'AVANT- PROJET ET DES DOCUMENTS DE DEMANDE DE SUBSIDES PAR UN BUREAU D'ARCHITECTURE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES – DEVIS ESTIMATIF ET DU MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que le Château communal affecté en bâtiment administratif est vétuste, non adapté à l'accueil pour les personnes à mobilité réduite et très peu économes en énergie;

Vu l'accent mis par les institutions fédérales et régionales sur l'importance de renforcer dans les communes les synergies entre communes et CPAS afin de dégager des économies d'échelle aux budgets ordinaires

Vu l'accent mis par les institutions fédérales et régionales sur l'importance de disposer de bâtiments administratifs accessibles par tous et économes en énergies;

Attendu que le bâtiment administratif actuel, par son infrastructure, sa situation géographique, ses aménagements extérieurs, peut être adapté pour remplir la mission demandée par les différentes institutions fédérales et régionales à savoir un accueil pour les personnes à mobilité réduite, une économie d'échelle des frais ordinaires par une rationalisation des services, des économies d'énergie, etc.;

Vu le décret du 21 décembre 2006 de la Région Wallonne modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du code de la Démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public;

Vu le décret du 22 décembre 2006 de la Région Wallonne modifiant l'article L3341-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à une matière dont l'exercice de compétence a été attribuée par la Communauté française à la Région Wallonne;

Vu la Circulaire du 19 avril 2007 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique relative au financement alternatif de certaines infrastructures de type « bâtiments » dans le décret du 21 décembre 2006 relatif aux subventions accordées à certains investissements d'intérêt public;

Attendu que dans cette même circulaire il est demandé de présenter un dossier reprenant un projet de qualité parfaitement étudié en fonction des besoins (accessibilités des lieux, économies en énergies, etc.);

Attendu que l'Administration Communale de Jurbise ne possède pas en son personnel des compétences requises pour la confection d'un avant-projet nécessaire à la réalisation du dossier de demande de subsides suivant les prescriptions reprises dans la Circulaire du 19 avril 2007 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Attendu que les dossiers doivent être rentrés auprès du Pouvoir subsidiant pour le 14 septembre 2007;

Considérant qu'il y a la possibilité pour la Commune d'obtenir des subsides pour la rénovation du Château communal;

Considérant que le concept de la rénovation du Château communal exprime parfaitement l'idée du pouvoir subsidiant de répondre aux attentes légitimes des citoyens en matière de rationalisation des services, d'accessibilités et d'accueil tout en respectant le patrimoine local de la commune;

Considérant que l'estimation financière établie par le service immobilier de Dexia en juin 2006 peut utilement servir de base pour l'élaboration d'un avant-projet de rénovation et de transformation du Château Communal;

Vu le devis estimatif réalisé au montant de 37.500 € HTVA (à savoir des travaux pour un montant de 1.250.000 € HTVA et des frais d'architecte pour l'avant projet de 3%);

Vu la Loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'Arrêté Royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'Arrêté Royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Revu la délibération du Collège Communal du 21/05/2007;

Sur proposition du Collège Communal,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : d'accepter le principe du financement alternatif proposé par le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique dans le cadre de sa circulaire TS2007/02.

Article 2 : d'approuver le principe de la réalisation d'un marché de service auprès d'un bureau d'architecture pour la réalisation de l'avant-projet et du dossier de demande de subside.

Article 3 : d'approuver la procédure négociée sans publicité pour la réalisation du présent marché.

Article 4 : d'approuver le cahier spécial des charges et le devis estimatif réalisé par le Service Finances au montant de 37.500 € HTVA.

Article 5 : de transmettre la présente délibération au Receveur Communal pour disposition.

**4.1. CENTRE INTERCOMMUNAL DE SANTE DES CANTONS DE MONS –
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – ORDRE DU JOUR - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise au Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons;

Considérant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée Générale du Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée Générale du Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons du 25 juin 2007;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les 12 points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale du Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : d'approuver, de ne pas approuver :

- Les points) de l'ordre du jour, à savoir :
 1. Rapport de gestion du CISCAM;
 2. Présentation des comptes de l'exercice 2006 – Rapport des Commissaires et du Commissaire Réviseur;
 3. Approbation des comptes;
 4. Décharge à donner aux Administrateurs, aux Commissaires et au Commissaire Réviseur pour l'exercice social écoulé;
 5. Installation du Conseil d'Administration du CISCAM – Désignation des membres;
 6. Désignation des Contrôleurs aux comptes;
 7. Fixation du jeton de présence à attribuer aux Administrateurs et aux Contrôleurs;
 8. Fixation de l'indemnité à allouer au (à la) Président(e) du Conseil d'Administration;
 9. Augmentation des honoraires des médecins rémunérés à la prestation;
 10. Fusion des intercommunales;
 11. Fixation du montant de la cotisation des membres associés pour l'année sociale à venir;
 12. Approbation du procès-verbal de la présente séance;
- Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

Article 2 : de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 05 juin 2007.

Article 3 : de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- au Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons. (rue des Archebusiers n°5 à 7000 Mons), pour le 25 juin 2007 au plus tard;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

**4.2. INTERCOMMUNALE I.D.E.T.A. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE –
ORDRE DU JOUR - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDETA;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale IDETA du 27 juin 2007;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les quatre premiers points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les quatre premiers points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale IDETA,

DECIDE : à l'unanimité

d'approuver :

- le point 1) de l'ordre du jour, à savoir :
Rapport de gestion du conseil d'administration;

par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 2) de l'ordre du jour, à savoir :
Bilan et compte de résultat;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 3) de l'ordre du jour, à savoir :
Rapport du Commissaire Réviseur;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 4) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge aux administrateurs et Commissaires;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

LE CONSEIL DECIDE,

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 05 juin 2007;
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IDETA (rue Saint Jacques n°11 à 7500 Tournai), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 15 juin 2007;**
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

4.3. INTERCOMMUNALE I.G.R.E.T.E.C. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE **- ODRE DU JOUR –APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C.;

Considérant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire d' I.G.R.E.T.E.C. du 29 juin 2007;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 1, 2, 4 et 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'I.G.R.E.T.E.C.,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : d'approuver :

- le point 1) de l'ordre du jour, à savoir :

Affiliations / Administrateurs

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 2) de l'ordre du jour, à savoir :

Conversion d'IGRETEC en intercommunale pure – Exclusion des associés privés -
Modifications statutaires.

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 4) de l'ordre du jour, à savoir :

Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2006

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 5) de l'ordre du jour, à savoir :

Décharge à donner aux membres du Conseil d'Administration, du Collège des Commissaires et du Comité de Surveillance pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2006

par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

Article 2 : de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 05 juin 2007.

Article 3 : de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. (boulevard Mayence n°1 à 6000 Charleroi), pour le 25 juin 2007 au plus tard;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

4.4. INTERCOMMUNALE I.G.R.E.T.E.C. (SECTEUR I) – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – ORDRE DU JOUR

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise au secteur 1 de l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C.;

Considérant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée du secteur 1 de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée du secteur 1 de l'intercommunale I.G.R.E.T.E.C. du 29 juin 2007;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 2 et 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée du secteur 1 de l'I.G.R.E.T.E.C.,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er: d'approuver :

- le point 2) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006 - approbation;
Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;
- le point 3) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres de la Commission permanente pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2006;
Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

Article 2 : de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 05 juin 2007.

Article 3 : de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. (boulevard Mayence n°1 à 6000 Charleroi), pour le 25 juin 2007 au plus tard;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

4.5. INTERCOMMUNALE I.P.F.H. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – ORDRE DU JOUR – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale I.P.F.H.;

Considérant le Code de la démocratie locale;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 29 juin 2007;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : d'approuver, de ne pas approuver :

- le point 1) de l'ordre du jour, à savoir :
Modifications statutaires;
Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;
- le point 7) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels du Secteur VI arrêtés au 31 décembre 2006;
Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;
- le point 8) de l'ordre du jour, à savoir :

Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2006;
Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 9) de l'ordre du jour, à savoir :
Rapport du conseil d'administration, collège des commissaires, comité de surveillance
et du réviseur d'entreprises;
Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 10) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres des organes de gestion et de contrôle pour l'exercice
de leur mandat au cours de l'exercice 2006;
Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 11) de l'ordre du jour, à savoir :
Clôture du secteur IV (ex-ELECTRHAINAUT) – Répartition des avoirs;
Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 12) de l'ordre du jour, à savoir :
Nomination d'un réviseur d'entreprises pour une période de trois ans;
par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

Article 2 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté
exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 05 juin 2007.

Article 3 : de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente
délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H.
(boulevard Mayence 1 à 6000 Charleroi), comme le prévoit les statuts, au plus tard
cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 22 juin**
2007;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

4.6. INTERCOMMUNALE I.E.H. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – ORDRE DU JOUR – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale I.E.H.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 22 juin 2007;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les cinq premiers points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les cinq premiers points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.E.H.;

DECIDE : à l'unanimité

d'approuver :

- le point 1) de l'ordre du jour, à savoir :

Rapport du conseil d'administration, du Collège des commissaires et du comité de surveillance;

par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 2) de l'ordre du jour, à savoir :

Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 3) de l'ordre du jour, à savoir :

Décharge à donner aux membres du conseil d'administration, du collège des commissaires, du comité de surveillance et au réviseur d'entreprises pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2006;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 4) de l'ordre du jour, à savoir :

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour une période de trois ans;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 5) de l'ordre du jour, à savoir :

Modifications statutaires;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

LE CONSEIL DECIDE,

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 05 juin 2007;

- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.E.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 Charleroi), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 15 juin 2007**;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

4.7. INTERCOMMUNALE I.G.H. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – ORDRE DU JOUR – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale I.G.H.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.G.H. du 22 juin 2007;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les cinq premiers points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les cinq premiers points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.G.H.;

DECIDE : à l'unanimité

d'approuver :

- le point 1) de l'ordre du jour, à savoir :
Rapport du conseil d'administration, du Collège des commissaires et du comité de surveillance;

par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 2) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 3) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du conseil d'administration, du collège des commissaires, du comité de surveillance et au réviseur d'entreprises pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2006;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 4) de l'ordre du jour, à savoir :
Nomination d'un réviseur d'entreprises pour une période de trois ans;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

- le point 5) de l'ordre du jour, à savoir :
Modifications statutaires;

Par 19 voix pour, 0 abstentions, 0 voix contre;

LE CONSEIL DECIDE,

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 05 juin 2007;
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.G.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 Charleroi), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 15 juin 2007**;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

4.8. INTERCOMMUNALE CHU « AMBROISE PARE » - AFFILIATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'acte authentique de la constitution de la société coopérative intercommunale « Centre hospitalier de Mons », en abrégé I.C.H.M., signé le 31 janvier 1990 par les représentants de la Ville de Mons, de la Commune de Frameries, du Centre public d'aide sociale de Mons, du Patrimoine de l'Université de Mons, de la Société mutuelle de leasing et de financement, de l'Association des médecins de l'Hôpital Saint-Georges, de l'Université libre de Bruxelles et de l'Institut médical des mutualités socialistes du Centre, de la Clinique Universitaire du Tivoli, approuvé par l'arrêté du Ministre de la Région Wallonne ayant les pouvoirs locaux dans ses attributions en date du 02 février 1990;

Vu la modification de la dénomination sociale du 22 juin 1998, devenant « Centre Hospitalier Universitaire Ambroise Paré », en abrégé C.H.U. « Ambroise Paré »;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 08.08.1980 telle que modifiée par la loi spéciale du 08.08.1988;

Vu la loi du 1^{er} mars 1922 sur les associations, modifiée par la loi du 22.03.1986;

Vu la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales;

Vu le décret régional wallon du 05.11.1987 relatifs aux intercommunales;

Vu le décret régional wallon du 20.07.1989 organisant la tutelle sur les communes, provinces et intercommunales;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le Décret sur les intercommunales wallonnes du 05 décembre 1996;

Vu les circulaires de la Région Wallonne;

Vu l'absorption par l'Intercommunale CHU « Ambroise Paré » du Centre de Santé administratif de Mons;

Considérant que la rationalisation poursuivie entraînera inéluctablement un meilleur service notre administration;

Considérant que plusieurs communes environnantes participent à la gestion de cette société;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : d'affilier la commune de Jurbise à l'Intercommunale « Centre Hospitalier Universitaire Ambroise Paré », en abrégé C.H.U. « Ambroise Paré ».

Article 2 : de souscrire 1 part de 25 euro dans le capital de cette société.

Article 3 : de transmettre copie de la présente délibération :

- à l'Intercommunale C.H.U « Ambroise Paré »;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

4.9. INTERCOMMUNALE CHU « AMBROISE PARE » - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL COMMUNAL A L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'INTERCOMMUNALE

Madame SENECAUT sollicite une suspension de séance.

Le groupe P.S. quitte la salle du Conseil suivi par Monsieur MULLER, représentant du C.D.H.

Quelques minutes plus tard, les conseillers de l'opposition réintègrent la salle du Conseil et Madame SENECAUT demande à la Présidente si le groupe P.S. peut présenter un membre du C.D.H.

La Présidente répond affirmativement.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu le Décret sur les intercommunales wallonnes du 05 décembre 1996, notamment les articles L 1522-1 et L1523-1 § 2;

Vu les circulaires de la Région Wallonne;

Vu le procès-verbal des élections communales du 08 octobre 2006, attribuant 15 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.), 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.) et 2 sièges au Parti Centre Démocrate Humaniste (CDH);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'Intercommunale C.H.U. Ambroise Paré »;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Considérant la volonté du Collège Communal d'élargir la représentation du Conseil au sein des Assemblées générales des Intercommunales;

Considérant la déclaration d'apparement des élus de la liste L.B. au Mouvement Réformateur (M.R.), actée en séance du Conseil Communal du 30 janvier 2007;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Francine ROBETTE-DELPUTTE, Guy CAULIER et Guy DUBOIS;

Attendu que les liste P.S. et CDH présentent les candidatures de Jean-Pierre HALLOT et Laurent MULLER;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de l'Intercommunale C.H.U. « Ambroise Paré », désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Francine ROBETTE-DELPUTTE, Guy CAULIER, Guy DUBOIS, Jean-Pierre HALLOT et Laurent MULLER.

Article 2. Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale C.H.U. « Ambroise Paré », au Gouvernement provincial et au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

4.10. INTERCOMMUNALE CHU « AMBROISE PARE » - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL COMMUNAL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INTERCOMMUNALE

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.H.U. « Ambroise Paré »;

Vu que le Conseil d'administration est composé de représentants communaux désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux relevant du territoire des communes associées en tenant compte des éventuelles déclarations individuelles d'apparement et de regroupement;

Vu le courrier de l'Intercommunale C.H.U. « Ambroise Paré » du 30 mai 2007;

Vu que pour la Commune de Jurbise et suivant la répartition proportionnelle au sein du Conseil d'Administration (clé de D'HONDT), le représentant communal de Jurbise fait partie du groupe MR;

Vu la déclaration d'apparement du Conseil Communal du 31 janvier 2007;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : Mademoiselle Jacqueline GALANT est désignée comme représentant de la Commune de Jurbise au sein des Conseils d'Administration de l'Intercommunale C.H.U. « Ambroise Paré ».

Article 2 : De transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'Intercommunale.

5. QUESTIONS ORALES

Monsieur EGELS intervient en donnant réponse à la question de Monsieur MULLER qui avait été posée en séance du 24 avril 2007 et portant sur la présence du disco bus sur le territoire communal.

Madame SENECAUT s'interroge sur le refus du Collège Communal de distribuer une invitation à une activité nature dans le bois de Baudour, à l'initiative de l'A.S.B.L. « La Spirale », dans le cadre du cours de morale et par le professeur de morale.

La Présidente souligne que le refus a fait l'objet d'une décision du Collège Communal prise en séance du 23 avril 2007, séance durant laquelle un grand nombre de demandes de ce genre (insertions diverses dans les journaux de classe) ont été sollicitées et que toutes ont été refusées.

Cependant, le Collège Communal, au vu des explications qui lui sont données, autorisera dès lors l'A.S.B.L. « La Spirale » à contacter les élèves du cours de morale par l'intermédiaire de leur professeur pour cette activité annuelle.

Monsieur MULLER demande à l'Echevin de l'Enseignement sa position quant au comité d'accueil extra scolaire.

Monsieur CAULIER précise qu'étant échevin seulement depuis quelques mois, il n'a pu prendre connaissance de tous les dossiers traitant de l'Enseignement et s'est surtout concentré sur la problématique des bâtiments et du manque de place dans nos établissements scolaires.

Monsieur PIGEON intervient en soulignant qu'étant un ancien échevin de l'Enseignement, il s'était attaché à cette problématique et note que la constitution d'un tel comité est soumise à une procédure lourde et pesante, ne répondant pas vraiment aux problèmes concrets rencontrés dans nos établissements scolaires, il se tient cependant à la disposition de Monsieur CAULIER afin de l'initier à ce thème.

HUIS-CLOS...

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,